vinetur

En Californie, les brasseurs artisanaux font de la réforme de la loi sur les emballages plastiques leur priorité législative pour 2027

La CCBA veut réviser la S.B. 54 après que ses dirigeants ont indiqué que Chris Rogers avait obtenu le soutien nécessaire pour engager une réforme

mardi 17 novembre 2026



Les brasseurs artisanaux californiens font de la réforme de la loi de l'État sur les emballages plastiques leur priorité législative pour 2027, selon Brewbound et des déclarations de la California Craft Brewers Association.

L'organisation professionnelle, connue sous le sigle CCBA, se concentre sur la révision de la loi californienne sur la responsabilité élargie des producteurs, la S.B. 54, qui encadre les emballages plastiques. Le 16 novembre, Brewbound a rapporté que les dirigeants de la CCBA souhaitaient que le texte fasse l'objet d'ajustements législatifs en 2027.

Kelsey McQuaid-Craig, directrice générale de l'association, a déclaré lors d'un Tap Talk organisé pendant le sommet de la CCBA à Irvine que l'élu Chris Rogers avait obtenu « l'engagement du président de l'Assemblée de travailler à une réforme au cours de l'année à venir », selon Brewbound.

L'article ne précise pas quelles dispositions les brasseurs souhaitent modifier. Mais la décision de placer la S.B. 54 au-dessus des autres sujets montre l'inquiétude suscitée par cette loi dans un secteur clé de l'industrie californienne des boissons.

Les enjeux dépassent le seul secteur de la bière artisanale. Toute révision de la loi sur les emballages pourrait modifier les obligations de conformité et les coûts des entreprises qui vendent en Californie des boissons conditionnées dans du plastique ou d'autres formats concernés, notamment les brasseurs et leurs fournisseurs, sur l'un des marchés des boissons les plus importants du pays.

La Californie a souvent donné le ton en matière d'emballages et de politique environnementale, et les changements adoptés dans l'État peuvent influer sur les plans des entreprises présentes dans plusieurs États. Pour les producteurs de boissons, même des ajustements limités des règles de responsabilité des producteurs peuvent avoir des conséquences sur les choix d'emballage, les obligations déclaratives et la planification budgétaire à long terme.

La démarche de la CCBA laisse également penser que les organisations professionnelles passent d'une inquiétude générale au sujet de la loi à une volonté plus ciblée d'en réécrire certaines parties par voie législative. Rogers étant désormais associé à cette initiative et le bureau du président de l'Assemblée étant présenté comme ouvert à une réforme, le sujet semble appelé à devenir un débat majeur pour les entreprises et les autorités de régulation à Sacramento en 2027.

Brewbound a cité les déclarations faites lors de l'événement d'Irvine comme le signe le plus clair à ce jour que l'association entend consacrer une attention politique importante à ce texte. Pour les brasseries déjà confrontées à des marges serrées et à l'évolution des coûts des intrants, l'issue de ce débat pourrait avoir des répercussions financières bien au-delà de la politique de l'État.